

des infrastructures dont celles-ci dépendent. Mais notre contribution ne peut qu'appuyer, et non remplacer, les efforts que doivent déployer les gouvernements bénéficiaires pour régler leurs problèmes fondamentaux de production alimentaire. Ce sont eux qui trouveront les moyens et concevront les stratégies permettant d'utiliser le riche potentiel agricole de l'Afrique. Le Canada s'est engagé à aider davantage les pays qui ont entrepris de modifier leurs politiques.

Il est essentiel de mieux coordonner les efforts déployés sur le plan national ou international à court et à long termes. Les pays africains ont un rôle clé à jouer pour assurer l'utilisation efficace de toutes les ressources disponibles, mais cela implique une étroite coopération avec les donateurs, la Banque mondiale et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) en vue d'améliorer les mécanismes de coordination. Il faut absolument une approche globale. Que voulons-nous dire par là ? Nous voulons dire qu'il faut une approche globale au niveau national, pour aider tous les donateurs et un pays donné à élaborer des programmes destinés à appuyer l'ajustement structurel. Nous avons récemment enregistré des progrès à cet égard, et nous nous réjouissons de la volonté qu'ont exprimée bon nombre de pays africains visant cet objectif.

Rappelons à propos des ressources, qu'elles ne sont pas seulement matérielles et financières; elles sont aussi humaines. Il ne fait de doute pour personne qu'il faut tirer le maximum du potentiel humain de l'Afrique même, si nous voulons que réussisse le développement à long terme dans tous les domaines. L'envoi d'experts de l'extérieur à court terme n'est qu'un palliatif. Pour soutenir le dynamisme qui, nous l'espérons, naîtra du présent débat, toutes les parties en cause doivent s'engager à prodiguer au personnel africain l'éducation et la formation nécessaires. En bref, la mise en valeur des ressources humaines doit jouer un rôle capital dans tout développement futur de l'Afrique. Ce principe est l'un des axes principaux du programme d'aide canadien.

Tout ceci nous mène irrésistiblement vers la nécessité d'accroître les apports financiers. En termes plus simples, disons qu'il faut plus d'argent.

À cet égard, il est fort inquiétant de noter que la Banque mondiale prévoit, dans le Plan d'action commun, un déclin des apports nets de capitaux. Comme l'a déclaré le nouveau ministre des Finances, il y a à peine six semaines, nous demandons instamment à l'administration de la Banque de continuer de consulter activement les gouvernements des pays donateurs en vue d'augmenter les apports bilatéraux et multilatéraux destinés à l'Afrique sub-saharienne.

Le Canada reconnaît que la communauté des nations développées doit grossir ses apports. Aussi s'associera-t-il aux efforts visant à affecter des sommes plus importantes à l'Afrique. Nous continuerons, en outre, à militer en faveur d'un financement satisfaisant de l'Association internationale de développement, du Fonds international de développement agricole, du Programme des Nations Unies pour le développement et d'autres organisations qui jouent un rôle crucial dans l'acheminement des fonds consentis à titre concessionnel à l'Afrique.

En guise de conclusion, je voudrais ajouter quelques mots sur le projet de déclaration, puisqu'il deviendra sans doute le témoignage durable de cet important débat.